

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

août

1977

sommaire

PCF/LCR, un débat fraternel	p. 2
Djibouti, la question coloniale	p. 2
Le PCF et l'église	p. 3
Allemagne : chômage	p. 3
Coup d'Etat au Pakistan	p. 3
Gauche allemande	p. 4
2ème Congrès du CCI	p. 5
A propos des "groupes ouvriers"	p. 6
RAU/Lybie : une paix impossible	p. 6

mensuel n° 40
2 ff 20fb/15fs/50cts.can.

LA MONTEE DU CHOMAGE

Les tentatives faites jusqu'à présent pour maîtriser l'inflation ont non seulement échoué, mais n'ont fait qu'aggraver le chômage par le ralentissement accru de l'appareil productif. En France, l'objectif prévu pour le taux d'inflation est chaque mois rendu plus caduc par la hausse régulière des prix.

50 000 chômeurs de plus en un mois sont venus brutalement rappeler l'inefficacité de mesures qui, prétendant faire face au chômage, se révèlent n'être destinées qu'à le faire accepter. La bourgeoisie française propose ainsi, entre autres mesures, 10 000 Francs au travailleur immigré qui accepte de quitter son travail : de quoi se payer le voyage et vivre quelques mois pour se retrouver ensuite sans travail dans "son" pays. Au licencié pour cause de fermeture d'usine, l'Etat donne 90% du salaire antérieur pendant un an : ceci concerne moins de 10% des chômeurs et, une fois l'année écoulée, accepter un salaire de 20 à 30% inférieur au précédent est bien souvent la seule possibilité pour le chômeur "économique".

Ces deux exemples illustrent ce que la classe ouvrière obtient en fin de compte de ce genre de mesures : une démobilitation individuelle, par individu, petit paquet par petit paquet, face à l'attaque de ses conditions d'existence. L'allocation de chômage, qui permet, dans un premier temps, de faire plus ou moins face aux nécessités immédiates, dans un second temps, aboutit à accepter une perte de salaire. Si les chômeurs de la classe ouvrière sont ceux qui subissent l'attaque des conditions d'existence sous sa forme la plus crue, l'ensemble des ouvriers par le blocage des salaires, l'inflation, le chômage partiel, les réductions d'horaires, le fréquent soutien à ceux de l'entourage qui n'ont pas de travail, etc., supporte collectivement cette attaque.

La réponse au chômage ne peut venir que de la lutte autonome de l'ensemble du prolétariat, lutte à laquelle la bourgeoisie, et surtout ses partis "ouvriers", opposent la défense du capital national. En France aujourd'hui, le PCF fait campagne sur le thème : "fabriquons français", cherchant par là, sous couvert de résorber le chômage, à atteler à la défense de "son" capital la classe ouvrière en France, à dévier la lutte contre le chômage vers la lutte pour le capital. Il vise aussi en cela à faire de "l'étranger" un bouc émissaire, à faire des ouvriers dans les autres pays les fauteurs de chômage de "notre pays".

Aujourd'hui, en période de crise permanente ouverte, il n'y a plus de possibilité de développement de la production nationale permettant de réintégrer à la production la masse toujours croissante des chômeurs. Soixante années de décadence ont montré que le système ne subsiste qu'au travers des guerres et des destructions. Aujourd'hui, le nombre de chômeurs - sans même parler des masses du tiers-monde totalement rejetées de tout moyen de subsistance - pulvérise les normes du fonctionnement capitaliste en des proportions jamais vues depuis la guerre : 1,5 millions en Grande-Bretagne, 1,5 en Allemagne, 1,5 en France, 1 en Espagne, 3 millions en Italie, etc. Le système du travail salarié est incapable de fournir du travail, c'est-à-dire qu'il ne peut plus assumer la fonction même par laquelle il existe.

Le chômage, auquel la bourgeoisie propose comme remède "produire français" (Ôter le pain de la bouche des autres ouvriers) ou "répartir le travail entre tous" (répartir la misère sur l'ensemble des ouvriers), ne peut être combattu que par la lutte générale de la classe ouvrière internationalement, lutte qui prend naissance dans tous les combats quotidiens contre la dégradation du niveau de vie de l'ensemble de la classe.

FRANCE

LA PROPLETE SYNDICALE REGNE A NOUVEAU DANS LE METRO

En France, depuis trois ans, après la grève des postes de 1974, la combativité des travailleurs ne fléchit pas malgré la série d'"échecs" auxquels les luttes ont abouti. D'après le ministère du travail, le nombre de journées de travail perdues pour fait de grève était de 4 054 903 en 1976 contre 3 505 600 en 1975 (dans l'industrie uniquement), ce qui signifie une augmentation de 15,7 %.

Deux aspects se dégagent de la lutte de classe actuelle :
1) elle touche d'une part des travailleurs peu qualifiés : OS ou manoeuvres (Renault, les éboueurs, etc.), qui sont des travailleurs immigrés et faiblement syndicalisés, et, d'autre part, des usines en difficulté qui arrêtent leurs activités ou débauchent ; ici, les exemples ne manquent pas, depuis les petites entreprises jusqu'aux grandes unités de production ; les chantiers de St. Nazaire, les charbonnages, etc.
2) elle est caractérisée par des conflits dus à l'intransigeance gouvernementale et patronale. En effet, les arrêts de travail supérieurs à un mois ne sont pas rares, leur durée moyenne a doublé de 1974 à 1976.

Comme la plupart des grèves qui se sont déroulées ces derniers mois, la grève des nettoyeurs du métro s'est soldée par un "échec". Les mille nettoyeurs ont dû reprendre le travail le 2 juillet, après un mois de grève, avec des résultats inexistantes, 3 % d'augmentation supplémentaire au 1er juillet et 2 Z au 1er octobre et sans paiement des jours de grève. Ces augmentations ne préserveront même pas le niveau des salaires face à l'inflation galopante. Les causes initiales de la grève - l'hygiène et la sécurité - elles, ont vite été oubliées.

Depuis deux ans, les luttes se terminent par la reprise du travail sans une quelconque amélioration des conditions de vie et de travail ; en effet, Barre et la bourgeoisie aidée par sa fraction de gauche et ses syndicats, ne peuvent plus rien offrir à la classe ouvrière que misère, chômage et exploitation accrue.

la combativité des travailleurs

La durée des grèves de ces derniers mois révèle l'importante capacité de mobilisation de la classe ouvrière.

Il faut souligner l'ampleur de cette dernière lutte qui dénote un mouvement profondément combatif et unanime, regroupant plus de mille travailleurs de plusieurs nationalités, divisés en six entreprises de nettoyage sous-traitantes et éparpillées sur plus de 400 stations de métro. Par ailleurs, cette grève a montré la capacité des travailleurs à s'organiser, une fois de plus, d'une façon autonome en créant un comité de grève et une assemblée générale des grévistes qui se réunissait tous les jours. Ces organes ont permis de déjouer quelque peu les manoeuvres syndicales et de poursuivre la lutte.

les manoeuvres syndicales

Lorsque le conflit a éclaté, la CFDT était majoritaire dans cinq entreprises sur six. Or, qu'a fait la CFDT pour soutenir la grève et l'étendre dans le métro ? Elle a donné pour argument qu'elle était minoritaire à la RATP. Au près des jaunes des nouvelles entreprises de nettoyage appelées en renfort ? Elle a refusé toute intervention dans cette direction. Elle a même, sous prétexte de la sécurité des usagers, demandé aux grévistes de ramasser les papiers (sic). Et quand elle a été forcée par les travailleurs, elle a organisé des piquets de grève pour en chasser les "éléments incontrôlés"...

La CGT, le 16, appelait, du bout des lèvres, les conducteurs du métro, à faire une grève de 5 minutes (sic) à la prise de service et, dès le 22, après

les négociations, demandait de reprendre le travail ; ainsi, le 24, les nettoyeurs cégétistes et les non-syndiqués de l'entreprise privée, la "Ferroviaire", avaient cessé la grève. La CGT disait que les travailleurs de cette entreprise "avaient obtenu des reculs importants". Elle utilisait la tactique éculée de la division «t l'argument de la "tendance massive à la reprise" (30 à 50 travailleurs).

La tactique échoue grâce à la rapidité d'intervention des autres grévistes qui remettent leurs camarades en grève. La CFDT attend son heure pour saboter la grève, les délégués syndicaux déclarent "puisque vous voulez continuer, la CFDT se plie". Le langage du syndicat ne peut pas être plus clair.

Les syndicats n'en restent pas là, après avoir évité toute extension du conflit et après avoir essayé de diviser pour faire reprendre le travail, ils ont évité toute popularisation de la lutte.

Après de longs atteroiements, le meeting de solidarité est transformé en (suite p.4)

ITALIE

VERS UN FRONT UNIQUE ANTIPROLETARIEN

"Dans les moments d'urgence, toutes les forces doivent être mises ensemble pour que le toit ne s'effondre sur la tête de tous". C'est par cette oraison que Mgr. Clément Riva, vicaire auxiliaire de Rome, accueillait il y a quelques semaines déjà, les négociations en cours depuis février entre les "six partis constitutionnels d'Italie (démocratie chrétienne, parti communiste, parti socialiste, parti social-démocrate, parti républicain, parti libéral), en vue d'un "accord sur un programme minimum de gouvernement" visant à "assurer un cadre politique plus stable, un cadre économique plus sain, à prendre de nouvelles mesures de défense de l'ordre public", bref, à parer au plus pressé de la crise du capitalisme qui frappe depuis plusieurs années déjà l'Italie de plein fouet.

Au-delà de cette oraison, qui, dans la bouche de cet homme de dieu, exprimait la reconnaissance par le Vatican soi-même, de la nécessité de faire participer le PCI au pouvoir, c'est un ap-

14 juillet : fête des marchands de canons

14 juillet : un défilé de 9 000 hommes, de 60 avions et hélicoptères, des batteries mobiles et missiles Crotale de défense anti-aérienne, les Transall du Zaire, les 115 marins du "Redoutable"... une démonstration de la force militaire française spécialisée dans les actions dites extérieures. Les feux d'artifice et les bals musette étaient relégués au second plan, devant le faste d'une armée digne de la France et prête à remplir les missions qui peuvent lui être confiées" (Giscard d'Estaing au ministre de la défense).

Cette démonstration se situe une semaine après la proposition d'augmenter le budget militaire français, dans un contexte de préparation des élections.

En effet, pour tous les partis qui vont se disputer les suffrages en 1978, la capacité à assurer la défense de la France dans le contexte mondial de la course aux armements va être un argument de poids pour la bourgeoisie. Le gouvernement actuel tient donc à souligner la progression du budget militaire par rapport à celui de l'Etat : de 76 à 77, 11 avait progressé de 11 % contre 6,5 Z pour celui de l'Etat ; de 77 à 78, de 15% contre 12% pour celui de l'Etat. Le PCF, lui, ne veut pas être en reste et se décerne des satisfecit pour son propre programme militaire : "La politique de défense de la France, ce n'est pas seulement un chapitre du programme commun, c'est tout le programme commun" (L. Baillet, "Cahiers du communisme").

Là, au moins, tous les partis français seront d'accord, comme tous les partis au pouvoir dans d'autres pays, quelle que soit leur "coloration politique". Il n'y a qu'à voir à quel point est poussée l'augmentation des dépenses militaires pour s'en convaincre.

(suite p.2)

pel à l'UNITE NATIONALE, à l'UNION SACREE, c'est le cri de ralliement de la bourgeoisie, d'autant plus aigu et répété que son pouvoir et ses privilèges de classe se trouvent menacés, qui retentit à nouveau.

Ainsi, il aura fallu 21 % d'inflation, plus de 20 % de chute des investissements productifs, plus de 3 millions de sans-emplois, la banqueroute évitée de justesse par un prêt assorti de conditions de 530 millions de dollars de la part du FMI, la généralisation du mécontentement social, les émeutes étudiantes, le développement du "terrorisme", la menace de nouvelles explosions dans le Mezzogiorno et surtout la nécessité jusqu'ici repoussée de s'attaquer de front à la classe ouvrière (cf. RI n° 37) pour qu'un "accord" entre les six partis constitutionnels PROVISOIRES et assorti de RESERVES de la part de TOUS les partis, puisse voir le jour. (suite p.5)

P.C.F.-L.C.R. Un débat fraternel contre la classe ouvrière

"C'est la première fois que dans un organe central du PCF, la polémique se noue sur le ton du débat fraternel avec le représentant d'une organisation trotskyste" (Rouge, 12/7/77).

C'est avec empressement que la LCR saluait en ces termes dans son quotidien la parution d'une critique du livre d'un de ses dirigeants, Henri Weber, dans les colonnes de l'hebdomadaire central du PCF (France Nouvelle, paru la veille).

Le quotidien de la Ligue exprime sa grande satisfaction sur ce qu'il considère comme la reconnaissance "du trotskysme en tant que courant du mouvement ouvrier". Les révolutionnaires ne doutent point de la compétence du PCF en la matière ! Pourtant ce rapprochement n'a rien de nouveau lorsqu'on se souvient du zèle dont ont fait preuve les trotskystes dans le passé, pour apporter leur "soutien critique" aux partis stalinien lors de leur participation à l'Etat bourgeois au travers des différents fronts populaires, antifascistes et autres.

Plus près de nous, voici en quoi a consisté la politique de la LCI vis-à-vis du PCP au Portugal : pour l'essentiel, dans des appels incessants, exigeant de ce dernier qu'il prenne sa responsabilité en vue de la formation d'un gouvernement ouvrier-paysan. Ceci fut accompagné par la participation de la LCI à un mouvement regroupant gauchistes et apatridaires de tous poils (le FUR). Une fois de plus, le trotskysme a ainsi prouvé au Portugal qu'il était un instrument indispensable pour endiguer les luttes du prolétariat, ceci dans une situation où les partis "classiques" de la gauche y parvenaient de plus en plus difficilement et où le PCP, perdant de plus en plus sa position bien assise au sein de l'Etat, a même été amené à se lier au FUR - "courant du mouvement prolétarien sans doute" !-, ne fut-ce que pour une très courte durée.

De même en Espagne, le PCE a commencé dès le début de la "démocratisation" à

faire preuve de son esprit d'ouverture, d'un côté en direction de l'appareil d'Etat pour rassurer les fractions de droite de la bourgeoisie, et de l'autre côté, en direction des gauchistes, indispensables dans une situation pareille pour bien tenir en main la classe ouvrière. Il était donc normal que Carrillo parle des gauchistes espagnols comme de gens "sérieux" et "modérés", ce qui l'a amené à déclarer à l'adresse des groupes trotskystes : "Même si j'en ai jamais partagé les idées de Trotsky, je ne vais pas l'accuser d'être un agent du fascisme".

Jubilant de la reconnaissance de leur mouvement par les stalinien, les trotskystes se gardent bien de rappeler les massacres qu'ils ont subis lorsqu'en 1927, Chiang-Kaï-Chek achevait le travail du PCC en faisant jeter les trotskystes chinois dans les chaudières des locomotives ; lorsque les membres du POUM, les homologues des trotskystes dans l'Espagne de la guerre civile, étaient massacrés par leurs alliés stalinien ; et la liquidation du mouvement trotskyste vietnamien par le PC d'Ho-Chi-Minh. Car n'ayant jamais ménagé leurs efforts pour faire savoir au prolétariat que ses massacreurs restaient "ouvriers", ils se préparent aujourd'hui à être ses rabatteurs les plus efficaces.

Si la LCR salue l'amorce du "débat" avec le PCF avec tant de jubilation, c'est qu'elle s'apprête à lui donner tout son soutien et toute son aide dans son rôle contre-révolutionnaire.

H.K.

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE

LA REVUE INTERNATIONALE, PUBLICATION A L'ECHELLE INTERNATIONALE DU CCI, EST LE COMPLEMENT DE REVOLUTION INTERNATIONALE, SON BUT EST DE CONTRIBUER A L'APPROFONDISSEMENT DES POSITIONS DU PROLETARIAT

14 juillet : fête des marchands de canons

(suite de la p.1)

De 1963 à 73, le budget militaire mondial est passé de 198 milliards \$ à 241 milliards \$; en 74, 270 milliards \$, soit 6,7 % du PNB mondial ; en 75, 300 milliards \$.

Dans ce budget, les ventes d'armes jouent un rôle important : en 75, les USA ont exporté 43 milliards de francs d'armes, l'URSS environ 22 milliards, et la France 20 milliards se situant ainsi comme le 3ème marchand de canons du monde...

Ainsi, la France n'est pas en retard dans cette compétition mondiale, mais la disproportion entre sa production intérieure et ses dépenses militaires, entre ses exportations de produits manufacturés et ses exportations d'armes n'en est que plus importante. En 75, pour un milliard de francs de PNB, les USA exportent pour 6,6 millions d'armes la France 15 millions ; si, par exemple, les fabrications militaires ne représentent que 52 % du chiffre d'affaire total de la SNTAS, elles représentent 72 % à l'exportation...

Se préparant ainsi à une troisième guerre mondiale, la bourgeoisie justifie sa course aux armements par les raisons les plus pacifistes, les plus humanistes : il faut disposer d'une armée de dissuasion capable de faire face à une agression extérieure... Il faut vendre des armes pour : soutenir la politique de dissuasion des nations qui ne portent pas atteinte aux droits de l'homme (politique de Carter), pour soutenir des nations dites "communistes" ou appelées à le devenir (politique de l'URSS), pour soutenir les pays épris d'indépendance

nationale comme le veut la politique française : "la France, qui est une puissance moyenne, ne pose pas de conditions à ses ventes d'armes ; elle ne commet pas d'ingérence dans la politique des autres nations et ses ventes permettent un certain équilibre" (Y. Bourges, Le Monde du 15/1/76). Il faut fabriquer des armes pour ne pas mettre au chômage les ouvriers des arsenaux et industries d'armement, pour résister à la crise, etc.

Or, la bourgeoisie n'a pas résolu ainsi le problème de la crise mondiale, elle n'a fait que la retarder en l'approfondissant. En voulant rendre son capital national compétitif, la bourgeoisie française n'a fait qu'augmenter les dépenses improductives du point de vue du capital global. Elle n'a fait que s'inscrire dans le cadre général du capitalisme mondial depuis le début de la période de décadence : produire, pendant chaque période de reconstruction, des moyens de destruction destinés, à détruire, pendant chaque conflit mondial, des moyens de production antérieurs. Cette production "stérile", en France comme ailleurs, suppose une intensification de l'exploitation du prolétariat, un développement généralisé des politiques d'austérité de la bourgeoisie... Et seule la lutte de la classe ouvrière contre ce renforcement de son exploitation pourra détruire le système qui est à la base même de la guerre : les rapports de production capitalistes.

N. M.

QUESTION COLONIALE ET AFFRONTEMENTS IMPERIALISTES

Le 27 juin dernier, le territoire français des Afars et des Issas, ultime bastion "colonial" sur le sentinent africain, devenait la république de Djibouti. Mais, sitôt proclamée "l'indépendance", toute formelle et juridique, sitôt effectué le retrait de quelques 1 500 gendarmes du territoire alors que Giscard d'Estaing déclarait solennellement : "La colonisation, c'est fini. La France n'éprouve sous aucune forme la tentation de l'impérialisme", un "pacte de solidarité" était conclu avec le "nouvel Etat", l'assurant du maintien d'une "présence française" sous la forme de 6 000 militaires sans compter les forces navales et aéro-navales.

Pourquoi, dans ces conditions, livrer le spectacle d'un simulacre de départ ? Mais aussi pourquoi la France reste-t-elle accrochée à un territoire désertique - si misérable qu'un salarié, statistiquement, fait "vivre" 30 personnes - et dont la ressource économique essentielle est l'activité portuaire de la capitale, activité ralentie de 70 % depuis l'éclatement du conflit du Moyen-Orient ?

Pour pouvoir répondre à ces questions, il faut d'abord comprendre ce que signifie de façon plus générale le colonialisme et le processus de "décolonisation" dans la vie même du capitalisme.

Au siècle dernier, l'occupation militaire prolongée par l'établissement de contingents de colons n'a fait que préparer le terrain, dans des territoires ou des continents entiers comme l'Afrique, à l'arrivée d'une armée de capitalistes, trouvant dans la conquête de ces nouveaux marchés une abondante réserve de matières premières et de main-d'oeuvre exploitables et donc d'importantes sources de profit. Cette armée de capitalistes détruisit les rapports de production jusque là existant, aspira et épuisa par un brigandage odieux les ressources naturelles et les réserves humaines, apportant seulement à la population locale un lot croissant de misère et d'exploitation. Cependant, sous ces formes barbares, le colonialisme représentait la condition même de l'expansion du capitalisme et de la constitution d'un marché mondial.

C'est à travers lui que la France et l'Angleterre notamment purent à cette époque s'affirmer comme puissances dominantes sur ce marché.

Mais, dès que le capitalisme plonge dans sa décadence, une fois atteinte la maturité de son développement, chaque fraction du capital mondial, de plus en plus incapable de trouver de nouveaux débouchés ou d'exploiter de nouvelles productions, est alors réduite à entrer dans une concurrence directe avec les autres pour le partage du marché mondial, chacune ne pouvant développer sa part qu'aux dépens de ses rivales.

Dans cette lutte, les Etats colons se mêlent d'autres puissances sans passé colonialiste (ou ayant échoué dans leurs tentatives coloniales) telles les USA, le Japon ou l'Allemagne qui affirment aussi le besoin de débouchés pour leur capital national.

Ce mode de concurrence implique dès lors la crise permanente du système où se révèlent toutes ses limites et ses contradictions, ouvrant la voie à une périodicité de conflits mondiaux, à des antagonismes permanents n'offrant d'autre issue que la destruction d'une part de plus en plus grande de forces productives des nations concurrentes. On assiste alors à un double phénomène dans les rapports entre Etats au cours de cette période qui marque le passage du monde entier à une barbarie permanente.

1) Le processus de "décolonisation"

Ayant cessé de correspondre aux besoins d'expansion d'un mode de production progressif, les colonies se transforment rapidement en entraves, affaiblissant et alourdissant l'économie nationale des Etats colons, ne serait-ce que par l'entretien permanent d'une armée coloniale. Ceux-ci doivent simultanément faire face aux exigences d'une concurrence de plus en plus féroce et problématique sur le marché mondial et à l'hostilité grandissante de la majorité de la population des colonies, de plus en plus opprimée. Les conflits sociaux qui en surgissent ne peuvent

peu à peu plus être enrayés (comme l'ont montré le Viêt-Nam et l'Algérie sous la domination française, le Congo sous l'occupation belge). Dans ces révoltes où est brandi le drapeau de "l'indépendance", l'occasion est donnée aux autres puissances de prendre pied dans ces "colonies" dont les Etats colons perdent le monopole de marché. A terme, plus ou moins aisément et rapidement selon le poids que représentent les secteurs encore liés au maintien de l'exploitation coloniale, cette situation entraîne inéluctablement la nécessité d'accorder "l'indépendance" juridique à ces Etats, sous peine d'y perdre tout contrôle, comme ce fut le cas du Portugal qui, parmi les derniers Etats à entreprendre la "décolonisation" se trouva incapable, étant en position trop faible sur le marché, de maintenir une influence au Mozambique ou en Angola.

2) Le renforcement des blocs impérialistes :

Les anciens Etats colons ainsi affaiblis, comme la plupart des pays plus ou moins développés, sont contraints, sous le poids d'une concurrence accrue et de l'asphyxie de leurs propres débouchés, de se placer de plus en plus nettement sous la tutelle des Etats les plus puissants, seuls capables, en dernière instance, d'affirmer leur contrôle dans le monde, soit par leur potentiel économique, soit par leurs moyens militaires. Comme chefs de file des blocs impérialistes ainsi constitués, ces Etats dictent les mesures de défense des intérêts de leur bloc respectif. Leur guerre économique passe de plus en plus par un terrain militaire d'affrontement.

Les ex-colonies, tributaires de cette rivalité des blocs, alors qu'elles ne présentent plus qu'un intérêt économique mineur, sont utilisées comme enjeux stratégiques et militaires.

Dans ce contexte, toute parcelle de terrain, fut-elle réduite à un tas de cailloux comme le territoire de Djibouti peut revêtir une importance stratégique et militaire dans le jeu impérialiste.

Ce qui n'était qu'un territoire annexé dans le vaste élan de la conquête coloniale française à partir de la possession d'un comptoir maritime en 1862 (Obok) devint dans l'exacerbation des rapports inter-impérialistes un point privilégié du globe en fonction de sa position stratégique et des intérêts qu'elle recouvrait : c'est seulement en 1937 que l'infrastructure portuaire de Djibouti, créée à la fin du siècle précédent, fut aménagée pour faire face aux bases somaliennes et lybiennes de l'Italie et des puissances de l'Axe.

Aujourd'hui, Djibouti, carrefour de la Mer Rouge entre la Méditerranée et l'Océan Indien se retrouve au centre d'un des foyers majeurs d'affrontement entre les principales puissances impérialistes : les USA et l'URSS qui, par l'intermédiaire des rivalités de leurs pions sur qui pèse une tutelle économique ou militaire (Somalie, Ethiopie, Soudan, Etats Arabes, Lybie, Egypte) tentent à travers d'incessants combats et de multiples bouleversements politiques d'étendre chacune leur zone d'influence aux dépens de l'autre.

Les convoitises que suscite Djibouti chez ses voisins (Somalie, Ethiopie) ne manquent pas d'être exploitées par le camp russe pour tenter de déstabiliser l'emprise du bloc occidental sur cette zone.

C'est à cela que la présence française s'oppose. Sous quelque forme que la France prétende maintenir cette présence à Djibouti : sous l'aspect d'un régime "colonial" ou sous le couvert d'un "pacte de solidarité", sa fonction de gendarme de l'Afrique - qu'elle jouait aussi dernièrement au Zaïre (lire RI n°37 : "de l'Angola au Zaïre, la guerre permanente") - ne fait que s'affirmer et marquer son asservissement aux intérêts du bloc américain.

La pseudo-indépendance que Giscard saluait, en digne érudit de Carter, comme "le couronnement d'une histoire de plusieurs siècles qui a abouti à confier le sort de l'Afrique aux africains" n'est que le masque dérisoire d'un mythe qui, comme ailleurs, ne fait que préparer le terrain aux sanglants affrontements futurs de l'impérialisme.

Y.D.

POURQUOI L'ARMEE ?

Caractéristiques, déjà, de l'extrême-faiblesse qui, au sein d'un capitalisme en banqueroute générale, débilite les Etats des secteurs arriérés, les crises qui convulsent simultanément l'Inde, le Pakistan et Sri-Lanka revêtent, dans le contexte d'un sous-continent indien placé à l'un des points nodaux de la géographie mondiale des tensions inter-blocs, une dimension cruciale (cf. RI n°37 et 38).

Au Pakistan, le putsch du 5 juillet inscrit un nouvel et abrupt épisode dans le cours débridé de la crise. L'image de soldats qui viennent, à coup de loi martiale et d'un code de justice aux allures de loi du talion, faire régner la paix sur un pays qu'ont laissé sans réaction devant le coup d'Etat, son agitation sociale harassante, la répression sanglante du gouvernement Bhutto (dont les cadavres, non relevés, ont pu dans l'affaire passer sous les chenilles des chars), la disette et les sinistres climatiques, n'est pas d'abord sans faire naître une amère saveur de dérision.

Aspect de sinistre tragi-comédie encore accentué par la mise indistincte aux arrêts de Bhutto et de dirigeants d'une opposition qui appelait pourtant l'intervention de l'armée de leurs vœux. Mais la volonté énergique des militaires de faire table rase dans l'activité politique du pays, de préparer et d'assurer de "véritables" élections libres en octobre, d'inscrire, dans une nouvelle constitution, l'armée au rôle de garante de la démocratie, pourrait un moment faire croire à un changement déterminant dans l'orientation et l'évolution de la crise de l'Etat pakistanais.

En fait, le coup de force du général Zia Ul Haq et de ses confrères correspond dans son abruptesse Spartiate même, et encore qu'il ne puisse vraiment s'agir d'une surprise, à l'urgence d'un sauvetage pour un Etat justement menacé de faillite. C'est face à une semblable situation de péril national que l'armée, en 1971, après la déroute du Bangla Desh, avait remis le pouvoir à Bhutto et à son PPP, seuls capables alors de contenir le fort mouvement de mécontentement social et d'entreprendre les nécessaires mesures de capitalisme d'Etat (cf. RI 38). Mais toute la démagogie démocrate et populiste de Bhutto, sous le poids de la crise économique et des tensions autonomistes, ne put longtemps dissimuler qu'en réalité, et malgré la création par le premier ministre d'un corps de police dévoué à sa dictature personnelle, les Forces Fédérales de Sécurité, l'armée demeurait la poutre maîtresse de l'ordre étatique et la plaque tournante de la vie politique. Dans ce sens, les Zia Ul Haq et les Mohamed Shariff d'aujourd'hui se placent bien dans la continuité des Ayoub Khan et Yahya Khan d'avant 1971 ; ce sont les justes représentants d'une caste militaire hégémonique qui, à l'épreuve d'une crise quasi ininterrompue en fait depuis 1947 jusqu'à maintenant, s'est avérée le corps politique bourgeois le plus constitué, le plus solide, le plus conscient des intérêts nationaux. A ce dernier titre, on fera remarquer que les généraux putschistes, pour autant qu'ils aient donné un aperçu sur leur programme de gouvernement, ne remettent pas en question, fondamentalement, la politique capitaliste d'Etat de Bhutto ("homme déterminé", ayant un grand sens de l'histoire", Zia dixit) ; et s'ils ont interdit l'activité des partis politiques, ils tolèrent significativement celle des syndicats. Le coup d'Etat du 5 juillet démontre que l'armée, dans le contexte de défiance générale des forces politiques pakistanaises, est la seule force capable d'assurer la permanence des tâches de l'Etat national et d'assurer un minimum de cohésion sociale dans un pays qui, de plus, a toujours vécu dans la latence d'un conflit armé avec l'Inde.

Cette place de l'armée au Pakistan n'est, au demeurant, nullement spécifique à ce pays. Tout au contraire, les exemples sont nombreux, en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud, en général dans ce qu'il est convenu d'appeler les pays du tiers-monde, pour attester d'une même fonction centrale de l'armée dans les Etats des secteurs arriérés du capitalisme, où la bourgeoisie, elle-même très hétérogène et soumise au poids d'anachronismes sociaux-économiques subsistant, affronte un prolétariat fort minoritaire. Généralisant encore plus notre pro-

VERS LA FAILLITE : LE CHOMAGE

Dès 1967, les premiers effets de la crise du système capitaliste se sont fait sentir. Malgré cela, la RFA a pu jusqu'à maintenant conserver sa position de force sur le marché mondial. Et ceci grâce à :

- la possibilité qu'elle avait (grâce à la reconstruction d'après-guerre) de reporter les effets de la crise sur les autres pays plus faibles qui, par là-même, sont tombés dans sa dépendance économique. Ceci concerne avant tout l'Italie, l'Angleterre, la Pologne et les pays Scandinaves. D'autre part, grâce aux crédits accordés aux pays de l'Est et à l'exportation de capitaux et de machines à ces mêmes pays et à ceux du "tiers-monde", elle a pu également dominer cette partie du monde et y trouver des marchés. Ceci pouvait également permettre qu'elle représente de façon parfaite les intérêts du bloc américain dans lequel elle est un maillon de taille.

Il est très intéressant de noter que la RFA ne peut d'une part résister à la crise, d'autre part, garder sa position de force que grâce à ses marchés extérieurs. En effet, l'année 66 marque la fin de la reconstruction d'après-guerre et le dépassement d'un seuil critique pour le marché Intérieur. Pour la RFA, donc, une chose importe : exporter et trouver toujours plus de marchés. Malheureusement pour le capital ouest-allemand, cette possibilité se présente de moins en moins, vu l'approfondissement de la crise au niveau mondial. Les crédits à long terme accordés à l'étranger arrivent à échéance sans que pour cela ces pays créditeurs puissent solder leur dette s en effet, ils ne sont plus solvables. Ceci force la RFA à reconduire des crédits, mais, cette fois-ci, à court terme, tout en sachant qu'elle ne peut plus compter dessus de la même façon qu'avant. Ceci la force également à s'accorder à la situation dans laquelle sont plongés les pays voisins. Pour cette raison, la RFA a dû réévaluer sa monnaie face aux pays Scandinaves en été 76. L'euphorie des échanges avec l'Est (commencés à la fin de la

guerre froide et correspondant à la politique de détente menée par le gouvernement SPD dès 1969) s'apaise maintenant du fait que les marchés que l'on avait cru découvrir à l'Est à la fin des années 60 se révèlent maintenant non solvables (le bloc de l'Est a un endettement de 46 milliards de dollars !). De fait, la RFA essaie maintenant de réorienter sa politique avec l'Est, ce qui actuellement crée des tensions importantes au sein des diverses fractions du capital national. Sans le marché extérieur, la RFA est perdue : c'est ce qu'est forcée de reconnaître maintenant la bourgeoisie : "Nous nous procurons actuellement les béquilles de l'étranger pour pouvoir continuer à clopiner". En effet, la situation du marché intérieur est bien loin d'être florissante. A part l'industrie automobile, et ceci grâce aux contrats principalement de Volkswagen avec les Etats-Unis, l'industrie allemande se porte très mal : toutes les branches industrielles éprouvent de grandes difficultés à investir : la réduction du temps de travail et les licenciements sont le lot quotidien (il y a officiellement depuis plusieurs années déjà plus d'un million de chômeurs, la capacité industrielle n'est remplie dans bien des cas qu'à 60 %. Seule l'industrie atomique et l'industrie d'armement sont des domaines d'investissement encore rentables sur le plan intérieur. L'industrie de l'acier et celle du bâtiment (qui peut difficilement vivre de l'étranger) subissent le plus fortement la crise : "Dans les trois dernières années, la branche du bâtiment a rayé de ses listes de personnels plus de 400 000 noms. Le record de 1975 : 1 200 faillites, a pratiquement été battu l'an dernier. Quant aux firmes qui existent encore, elles marchent pour la plupart à 60 % de leur capacité totale". Comme on

voit donc, la "reprise" de 76 n'était qu'une stagnation momentanée et la crise est répartie cette fois de plus belle, laissant peu d'espoir à la bourgeoisie. Le capital doit maintenant non plus essayer de vaincre la crise mais de l'aménager, de la gérer, et ceci grâce à son Etat.

Il est important de souligner que le chemin qui conduit au capitalisme d'Etat ne passe pas obligatoirement par les nationalisations et les mesures prises dans les pays de l'Est. Le capitalisme d'Etat comme réaction du capital national à la crise du système tout entier peut se présenter sous différentes formes ("version" russe ou "version" USA) ; ceci est également le cas en RFA : ici aussi le capitalisme d'Etat est inévitabile et l'Etat, pour ce faire, n'a cessé de renforcer son poids au sein de l'économie. Pour le moment, l'Etat agit principalement comme le "manager" de la crise. Malgré tout, ceci rencontre la résistance de nombre de fractions de la bourgeoisie. Gérer la crise signifie ceci : aide aux investissements, politique extérieure d'expansion, mesures pour résorber le chômage, préservation d'un certain taux d'accumulation du capital, prise en main par l'Etat des industries atomique et d'armements, etc. L'Etat devient lui-même le principal capitaliste ; par exemple, dans l'industrie atomique : "La RFA a investi 19 milliards de DM dans le développement des centrales atomiques. Les frais de capitaux atteignent -pour la première fois- dans la production industrielle- 80 % des frais totaux". Seul l'Etat est capable d'investir dans de tels projets gigantesques et d'assurer ainsi la réalisation du profit. L'Etat a donc commencé ici depuis longtemps à être un moteur de la production. Non seulement le processus d'accumulation est soutenu par la politique économique mais encore de plus en plus centralisé. Même dans les installations infrastructurelles qui n'accumulent pas de capital -telles que les transports en commun et les postes- l'Etat essaie d'agir en bon capitaliste. Par exemple, des lignes ferroviaires ne sont plus utilisées, la politique des prix est intensifiée et les frais inutilisés de l'appareil administratif sont rationalisés afin d'arriver à en faire une exploitation rentable travaillant selon le "principe de l'économie marchande libre" (tel que le présente le gouvernement).

Quel est le bilan d'une telle politique ? Pas plus que dans les pays de l'Est, les mesures "dirigistes" ou d'étatisation ne constituent une solution à la crise. Ce fait est évident en Allemagne aujourd'hui, où la croissance annuelle ne dépasse pas 4 % ; les mesures d'encouragement de l'Etat aux industries qui embauchent des chômeurs ; ces industries, pour les embaucher, licencient d'abord leur personnel et, en réembauchant, ... touchent la prime de l'Etat. Le résultat, bien entendu, est que le chômage atteint maintenant le seuil du million et demi !

En réalité, cette politique de contrôle toujours plus étroit et despotique du secteur privé par l'Etat ne peut cacher la mobilisation de plus en plus grande du capital allemand pour les besoins du secteur improductif de l'armement. Cela signifie la fin de sa compétitivité de l'après-guerre où les profits du capital n'étaient pas grévés du déficit constitué par ce secteur. Bref, avec des marchés rétrécis, des profits diminués, le capital de la RFA prend le chemin de l'effondrement. Le problème du chômage, un problème tant économique (entretien d'une force de travail non utilisée pour la création de plus-value) que social (menaces d'explosion), ne contribue pas peu à accélérer la crise politique en RFA.

(à suivre) TK.

En fait, le coup de force du général Zia Ul Haq et de ses confrères correspond dans son abruptesse Spartiate même, et encore qu'il ne puisse vraiment s'agir d'une surprise, à l'urgence d'un sauvetage pour un Etat justement menacé de faillite. C'est face à une semblable situation de péril national que l'armée, en 1971, après la déroute du Bangla Desh, avait remis le pouvoir à Bhutto et à son PPP, seuls capables alors de contenir le fort mouvement de mécontentement social et d'entreprendre les nécessaires mesures de capitalisme d'Etat (cf. RI 38). Mais toute la démagogie démocrate et populiste de Bhutto, sous le poids de la crise économique et des tensions autonomistes, ne put longtemps dissimuler qu'en réalité, et malgré la création par le premier ministre d'un corps de police dévoué à sa dictature personnelle, les Forces Fédérales de Sécurité, l'armée demeurait la poutre maîtresse de l'ordre étatique et la plaque tournante de la vie politique. Dans ce sens, les Zia Ul Haq et les Mohamed Shariff d'aujourd'hui se placent bien dans la continuité des Ayoub Khan et Yahya Khan d'avant 1971 ; ce sont les justes représentants d'une caste militaire hégémonique qui, à l'épreuve d'une crise quasi ininterrompue en fait depuis 1947 jusqu'à maintenant, s'est avérée le corps politique bourgeois le plus constitué, le plus solide, le plus conscient des intérêts nationaux. A ce dernier titre, on fera remarquer que les généraux putschistes, pour autant qu'ils aient donné un aperçu sur leur programme de gouvernement, ne remettent pas en question, fondamentalement, la politique capitaliste d'Etat de Bhutto ("homme déterminé", ayant un grand sens de l'histoire", Zia dixit) ; et s'ils ont interdit l'activité des partis politiques, ils tolèrent significativement celle des syndicats. Le coup d'Etat du 5 juillet démontre que l'armée, dans le contexte de défiance générale des forces politiques pakistanaises, est la seule force capable d'assurer la permanence des tâches de l'Etat national et d'assurer un minimum de cohésion sociale dans un pays qui, de plus, a toujours vécu dans la latence d'un conflit armé avec l'Inde.

Cette place de l'armée au Pakistan n'est, au demeurant, nullement spécifique à ce pays. Tout au contraire, les exemples sont nombreux, en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud, en général dans ce qu'il est convenu d'appeler les pays du tiers-monde, pour attester d'une même fonction centrale de l'armée dans les Etats des secteurs arriérés du capitalisme, où la bourgeoisie, elle-même très hétérogène et soumise au poids d'anachronismes sociaux-économiques subsistant, affronte un prolétariat fort minoritaire. Généralisant encore plus notre pro-

« LA GAUCHE COMMUNISTE EN ALLEMAGNE (1918-21) » *

AUTHIER-BARROT AU-DESSUS DE LA MELEE

Le prolétariat, en ressurgissant sur la scène historique, après un terrible et tragique écrasement tant par sa durée que par l'ampleur de ses conséquences, se trouve confronté à un grand vide, presque à un néant : une brisure sans précédent avec son passé. Cette coupure est avant tout le résultat du passage dans le camp adverse de l'ensemble de ses organisations, créées pourtant au prix d'une lutte acharnée entre prolétariat et capital, de la sclérose ou de la décomposition, quand ce n'est pas de la disparition pure et simple de celles qui, peu nombreuses et au prix d'une formidable résistance à la pression de l'idéologie bourgeoise, ont tant bien que mal défendu les acquis historiques de la classe et ainsi participé à la préparation de son nouvel assaut.

Le poids de cette rupture organique s'est et se fait encore concrètement ressentir lorsque, après la réémergence du prolétariat à un niveau mondial depuis 68, le premier obstacle a été pour les minorités révolutionnaires secrétées par ce mouvement, de se percevoir comme le produit d'une lutte entamée déjà depuis plus d'un siècle.

On peut diviser en deux grandes catégories les falsifications produites autour de l'élan révolutionnaire des ouvriers allemands : la première, celle du stalinisme et de son soutien critique : le trotskysme. En France, elle est représentée principalement par Badia et Broué. Chez Badia, en dehors des spartakistes érigés, à l'image du mausolée de Lénine, en totem du panthéon socialiste, c'est tout simplement le traitement du silence infligé aux principales organisations communistes à côté du PC officiel (KAPD, AAUD) qui, pourtant, regroupent un moment la majorité des communistes et de la classe en lutte, et représenteront la meilleure tentative de la classe de continuer la marche de la révolution et de résister au reflux de celle-ci.

Chez Broué, si celui-ci fait référence dans son ouvrage monumental aux "gauchistes" allemands, il réduit les faiblesses et l'échec du mouvement à la crise de la direction révolutionnaire et à l'absence d'une pratique systématique de front unique.

La deuxième grande catégorie des mystifications produites par la chape de plomb de la contre-révolution est d'autant plus dangereuse qu'elle est le fait de groupes produits du combat de la classe ouvrière contre la dégénérescence de ses organisations (l'IC et les différents partis communistes), mais qui, ayant subi toute la pression énorme de la défaite, ont entamé un lent processus de dégénérescence, rendant par là-même, confuses ou même contre-révolutionnaires leurs positions sur bien des points.

Ainsi, nous avons la version bordiguiste selon laquelle la gauche allemande des années 20, bien qu'étant un courant authentique de la classe, une réaction saine de celle-ci, serait foncièrement minée dès le début par l'anarchisme ("Programme Communiste", n°58), la rendant ainsi impropre à toute effective action de classe, et justifiant donc, malgré ces erreurs, l'attitude du PC officiel (KPD), lui, foncièrement communiste.

A l'opposé de cette vision, et pourtant en parfaite symétrie avec elle, nous avons le purisme conseilleriste. Pour lui, l'enseignement du mouvement révolutionnaire allemand des années 20 étant essentiellement réductible aux conseils ouvriers, il rejette par là tout l'immense apport du mouvement sur la question du parti, son rôle, sa relation avec les conseils, etc., et en arrive ainsi au fétichisme d'une forme qui, sans contenu révolutionnaire n'est rien et ne représente en soi aucune garantie contre le reflux de la révolution. Cette vision le rend incapable d'apprécier justement le rôle de l'organisation des révolutionnaires et les

épigones conseilleristes actuels qui tendent à nier tout rôle à celle-ci, ne font par là que répéter les erreurs du passé, produits avant tout du reflux (Riuhle et les AAUE).

le prolétariat

confronté à la nouvelle période

Le livre de Authier-Barrot sur la gauche communiste en Allemagne est le bienvenu, dans la mesure où il tend à renouer ce fil rompu avec l'histoire de la classe, oubliée, falsifiée, dénaturée par 50 ans de contre-révolution. Le livre, en se plaçant globalement sur un terrain de classe, s'attaque aux différents mythes attachés à cet épisode fondamental du mouvement ouvrier dont quelques-uns des plus tenaces, des plus crapuleux, sont énoncés plus haut. Il essaie également d'aborder d'une manière critique les questions posées par deux des principales fractions communistes qui ont lutté contre la dégénérescence de l'IC, contre le reflux, les gauches italienne et allemande.

Il tend à voir comment ces deux fractions ont exprimé la conscience que le prolétariat prenait de cette période de bouleversement incessant de "guerres et révolutions", des tâches impliquées par elle, et aussi la difficulté, les obstacles, en particulier en Allemagne à cette prise de conscience.

La gauche allemande, à la différence des bolcheviks, s'est trouvée directement confrontée aux tâches de la révolution dans les pays les "plus avancés", elle en a reconnu lucidement quelques unes, elle a fait une tentative très intéressante de les résoudre que la révolution future doit absolument dépasser" (Barrot).

Cette tentative est appuyée par un travail important, bien que parfois un peu universitaire. A travers une documentation très fournie et souvent peu accessible, il part des origines et de la situation du capitalisme et de la classe ouvrière en 14 pour aller jusqu'au reflux définitif du mouvement révolutionnaire après 23, en passant par les étapes fondamentales de ce mouvement, tels l'écrasement de la Commune de Berlin et l'assassinat de Luxembourg et de Hiebkecht en janvier 19, ou encore la fondation du parti communiste allemand (KPD) puis du parti communiste ouvrier (KAPD).

Le livre est toutefois plus axé sur la gauche communiste proprement dite, c'est-à-dire sur ce qui va s'opposer à la dégénérescence de l'IC et des partis communistes et synthétiser le degré de compréhension du prolétariat de ses nouvelles tâches, celles-là même que Lénine va stigmatiser du nom de "gauchistes" dans la "Maladie infantile".

Malheureusement, le seul cadre permettant de voir clair dans cette vague incessante de flux et de reflux que fut le combat mortel entre prolétariat et capital en Allemagne, c'est-à-dire : - une classe ouvrière gangrénée, chloroformée, par des années de paix sociale, de réformisme, confrontée brusquement avec la première boucherie mondiale, à l'ampleur de ses tâches historiques ; - l'isolement rapide, rendu vite tragique par la première grande défaite du prolétariat allemand en janvier 1919 du bataillon avancé de la révolution mondiale, la révolution russe, isolement ayant facilité la tâche du capitalisme, battre la classe par petits paquets ; - un assaut prolétarien issu d'une guerre : l'insurrection allemande éclate avec, le mot d'ordre de la paix et du pain ; - enfin, reflet de cette situation, l'immaturité des organisations révolu-

tionnaires et le retard avec lequel celles-ci se regroupent sur des bases non équivoques (le parti communiste allemand qui se constitue trois mois après le déclenchement de la révolution allemande) est, soit absent de ce livre, soit dilué dans tout un tas de conceptions confuses.

Ainsi les faiblesses et erreurs de l'IC et des différents partis communistes sont certes bien mises en évidence, mais perçues uniquement comme une somme mécanique, leur énonciation n'échappe pas dès lors à une certaine complaisance, tout au long des chapitres, sans jamais voir le fond du problème, alors qu'il est clairement exprimé dans le programme de la Ligue Spartakus "...cette révolution est survenue après quatre années de guerre, après 4 ans au cours desquels, grâce à l'éducation que lui ont fait subir la social-démocratie et les syndicats, le prolétariat allemand a révélé une dose d'infamie et de reniement de ses tâches socialistes... Que, si l'on se situe sur le terrain du développement historique, on ne peut pas s'attendre à voir surgir soudain une révolution grandiose, animée par la conscience de classe et des objectifs clairs à atteindre" (Luxembourg).

Par leur refus de tout ce qui peut leur rappeler le léninisme, ils en arrivent à l'incompréhension fondamentale du rôle de l'organisation révolutionnaire. Cette incompréhension culmine dans la non-reconnaissance du rôle actif joué par celle-ci dans la généralisation et la clarification de la conscience que la classe prend d'elle-même et de son but historique : le communisme.

Cela les amène ainsi à nier l'un des enseignements majeurs de l'histoire de la gauche allemande : prise de court par le tourbillon de la période révolutionnaire, elle n'a pu approfondir à temps suffisamment toutes les questions suscitées par l'ouverture du cycle de guerre et de révolution (exercice du 1er Congrès de l'IC) et, donc, se regrouper sur des bases programmatiques claires.

En résumé, les auteurs ne tirent pas, pour aujourd'hui, les conséquences de cette tragique expérience du prolétariat allemand, à savoir l'extrême importance du regroupement des révolutionnaires, parallèlement à l'approfondissement politique, avant que la classe n'ait déjà engagé ses combats décisifs, de même qu'ils sont incapables de comprendre l'immense apport de la gauche allemande sur la question du parti. Le KAPD fut pendant presque deux ans une démonstration éclatante de: qu'est-ce qu'un parti vivant, anti-pyramidal, anti-hiérarchique; bref, un centralisme effectif.

les lunettes du modernisme

Cet ensemble d'erreurs et de confusion ont toutes leur origine dans le modernisme de leurs auteurs.

Cette vision qui prend naissance dans la période de reconstruction (qui s'achève au début des années 60) se caractérise dans une volonté de dépasser le marxisme explicitement comme l'a fait "Socialisme ou Barbarie", ou inconsciemment en opposant l'ancien mouvement ouvrier au nouveau.

Elle exprime deux choses essentielles : - une réaction saine mais balbutiante, écrasée encore par 50 ans de contre-révolution, de la classe ouvrière qui, renouant avec son être, se heurte violemment au monstre stalinien et à ses différentes formes ; - le résultat de la pression permanente de la bourgeoisie afin de désarmer, dé-moraliser idéologiquement son ennemi mortel.

Cette opposition entre "ancien" et "nouveau" mouvement ouvrier se manifeste chez nos auteurs, par une sorte

d'attitude de juges de l'histoire. Du haut de leur chaire, forts de l'expérience accumulée pendant cinquante ans, ils décernent les bons et les mauvais points. Ainsi, l'immaturité, la confusion qui règne dans la gauche allemande et dans l'ensemble du mouvement ouvrier d'alors tend à être mesurée à l'aune d'un radicalisme abstrait, les faiblesses et confusions de la conscience de classe sont confrontées à un programme communiste que l'on n'appliquerait pas et les défaites peuvent être ainsi imputées à un "manque de communisme".

Enfin, le confusionnisme de cette vision conduit à un rejet des conseils - ils étaient valables en 1920 parce que "l'usine, le lieu de travail, n'était pas encore conquis par le capital". Là encore, on retrouve l'ambiguïté présidant à l'analyse des auteurs. S'il est absolument correct d'affirmer, comme ils le font ensuite que "la prise en main de l'ensemble de l'appareil productif par les conseils ouvriers n'a rien de révolutionnaire si les ouvriers se contentent de gérer...", et d'insister sur le danger de l'usinisme, (la tâche fondamentale de la révolution sera bien sûr son extension), il est faux à partir de là d'en conclure à un rejet, par le fait même que les usines, les lieux de production présentent la base à partir de laquelle peut s'affirmer le prolétariat en lutte.

En conclusion, on peut dire que ce livre, quoique intéressant à lire, souffre fondamentalement des conceptions encore modernistes de Authier-Barrot, et de leur attitude académique, "au-dessus de la mêlée", ou du pur regard radical jeté sur le passé. En effet, il n'y a qu'une seule manière effective de dépasser l'apport limité, mais cependant essentiel de la gauche allemande, c'est tout simplement de poursuivre leur oeuvre en participant, dans une optique de continuité-dépassement, à la préparation de la reconstruction d'un parti communiste qui, désormais, ne pourra être que mondial.

R. N.

* Publié chez Payot.

METRO (suite de la p.1)

gala (!) fêtant les "multiples nationalités des grévistes". La grève, armée des travailleurs, est ridiculisée et mise au niveau de la farce ; pour qu'un membre des comités de coordination des foyers Sonacotra exprime sa solidarité, il faudra un affrontement avec les délégués syndicaux avant de pouvoir parvenir à la tribune.

Et, pour limiter les tracts et les manifestations, les syndicalistes n'ont rien trouvé de mieux que de faire payer le papier aux grévistes... Ainsi, l'affaire était réglée !

les leçons de la grève

Une fois de plus, les syndicats se sont démasqués en sabotant la grève. Les travailleurs ont mis à nu leur tactique mais ils ne savent pas encore s'organiser d'une manière autonome car organiser un comité de grève véritablement autonome, cela veut dire immédiatement se heurter au syndicat et s'organiser contre eux. Tant que les travailleurs n'auraient pas acquis ce niveau de conscience, leurs luttes seront encore des échecs.

En conséquence, nous dénonçons la perspective de groupes tels que le PCI (Programme Communiste) qui, après avoir dénoncé les tactiques syndicales, veut "mettre le syndicat au service de la lutte" (n° 2A7, 9 juillet) ; c'est tous les enseignements que ce groupe tire de la lutte de classe.

Quant à nous, nous voyons dans ce profond mouvement des germes solides des futurs combats de la classe. Tirant les leçons de leurs échecs, les travailleurs, en s'organisant eux-mêmes et en ne comptant que sur leurs propres forces, sauront mener des luttes victorieuses contre la bourgeoisie et ses syndicats.

(suite de la p.1)

Cet "accord" laborieusement acquis ne pouvait donc masquer les réticences et les déceptions des co-signataires. "Relancer la production dans les secteurs les plus touchés par la récession, freiner les dépenses publiques, entreprendre la réforme des structures départementales, lutter contre l'évasion fiscale, étendre la surveillance des prix à de nouveaux produits, s'attaquer au "coût du travail" : c'est bien, au terme de l'accord, aller dans le sens des conditions posées par le FMI à son prêt tout en s'engageant plus franchement dans la voie capitaliste d'Etat pour limiter les dégâts. Mais c'est en même temps accélérer la disparition des secteurs anachroniques de l'économie, c'est remettre en cause les privilèges et les pratiques de secteurs industriels et financiers, donc s'attaquer à des secteurs traditionnellement liés à la "droite", démocratie chrétienne incluse. D'où, pour une bonne part, les réserves de ces partis, réserves amplifiées par le fait que cet accord marque un rapprochement de la "solution" à laquelle ils ne se résoudront que contraints et forcés, celle du "compromis historique" (alliance DC-PC-PS où le PCI resterait minoritaire). Cet objectif est celui que le PCI s'était fixé, conscient qu'il est du fait que le bloc occidental ne le laisserait pas accéder au pouvoir à travers d'une alliance de "gauche" qu'il dominerait massivement, bien que le PCI défende ouvertement l'OTAN et la CEE.

C'est par ailleurs s'engager à porter une attaque frontale aux conditions d'existence de la classe ouvrière, ce, sans disposer d'une image "prolétarienne" suffisamment marquée. D'où la déception de la gauche, des syndicats, des gauchistes. D'où le manque d'enthousiasme du PCI qui, après un an passé dans une opposition où il se cantonnait à s'abstenir sur les projets proposés par la DC, en sort pour participer de plein pied au pouvoir, sans pour autant recevoir une place au gouvernement. Or, cette place représente la contrepartie nécessaire pour enrayer l'érosion lente mais certaine de son influence mystificatrice dans la classe ouvrière (RI n°37), pour assumer ses options propres de capitalisme d'Etat dans de meilleures conditions.

D'autre part, renforcer l'Etat bourgeois dans ses aspects répressifs les plus crus (autre point important de l'accord, qui a reçu, lui, d'emblée, un appui unanime et sans réserve), c'est, certes, se doter du pendant indispensable à toute politique d'austérité ouverte, c'est se préparer, tout en "luttant" contre le "terrorisme" à affronter la classe ouvrière, à s'attaquer à ses organisations révolutionnaires. Mais la répression seule, comme l'ont montré les événements de Pologne, d'Espagne, ne peut venir à bout d'une classe ouvrière qui conserve en entier son potentiel révolutionnaire. Mais de telles mesures ne peuvent suffire à permettre à l'Etat italien de guérir, en conservant à sa tête le seul cabinet Andreotti, de son incapacité à mettre effectivement en pratique les mesures retenues.

Aussi, la signature de cet accord qui marque la participation désormais ouverte du PCI à un pouvoir qui gère la misère et la répression, de cet accord qui laisse les gauchistes comme seule opposition de "gauche" aux partis "responsables" signifie pour le prolétariat en Italie qu'il doit se préparer à affronter cette "UNION SACRÉE DES FORCES DU CAPITAL", un front unique anti-prolétarien, qui succédera à ce "front anti-crise", et qui prendra de plus en plus pour axe le PCI, qui sait tout à la fois utiliser la mitraille, les syndicats, ses alliés gauchistes, et la référence au socialisme pour la défense du capital national italien.

L. L.

Le 2ème Congrès du C.C.I.

"Avec ses moyens encore modestes, le Courant Communiste international s'est attelé à la tâche longue et difficile du regroupement des révolutionnaires à l'échelle mondiale autour d'un programme clair et cohérent. Tournant le dos au monolithisme des sectes, il appelle les communistes de tous les pays à prendre conscience des responsabilités immenses qui sont les leurs, à abandonner les fausses querelles qui les opposent, à surmonter les divisions factices que le vieux monde fait peser sur eux. Il les appelle à se joindre à cet effort afin de constituer, avant les combats décisifs, l'organisation internationale et unifiée de son avant-garde". Manifeste du CCI - Janvier 1976.

Le Courant Communiste International vient de tenir son Second Congrès. Il y a un an et demi, nous avons constitué formellement le CCI et adopté une plateforme politique internationale. La création du CCI venait conclure tout un effort de discussion, de clarification et de regroupement qu'avaient engagé plusieurs groupes depuis la reprise des luttes prolétariennes en 1968. Une telle orientation et une telle décision se basaient sur l'analyse que nous faisons de la crise mortelle dans laquelle était à nouveau plongé le système capitaliste et de la perspective inévitable d'un affrontement révolutionnaire entre le prolétariat et le capital mettant à nouveau à l'ordre du jour l'alternative : Socialisme ou Barbarie.

Les convulsions économiques et politiques du système auxquelles nous avons assisté pendant l'année passée ; la poursuite incessante des conflits inter-impérialistes de l'Angola au Liban, de l'Ethiopie au Sahara ; les préparatifs de guerre de la bourgeoisie tant sur le plan de la gigantesque production d'armements mondiale que par la mise en place par la nouvelle équipe gouvernementale américaine, d'une "idéologie" de guerre avec la "croisade des droits de l'homme", toute l'évolution de la situation mondiale est venue confirmer les perspectives que nous tracions l'année dernière. D'un autre côté, le prolétariat international, seule force capable d'enrayer l'inexorable processus vers la guerre dans lequel la bourgeoisie entraîne la société tout entière, continue de réagir et de se battre contre les attaques que le monde capitaliste lui porte avec toujours plus de force. Dans tous les pays du monde, le prolétariat retrouve en tâtonnant et avec combien de difficultés, le chemin de sa lutte historique.

Ceci ne se manifeste pas seulement par les grèves innombrables et la résistance de la classe aux coups de boutoir de la crise, mais aussi dans l'apparition de cercles de discussion, de groupes politiques, d'ébauches confuses des positions de classe, tout un milieu où peu à peu se développe la prise de conscience par un prolétariat encore faible, des pièges que la bourgeoisie lui tend et de la nécessité de rompre avec les organisations dites "ouvrières" de la contre-révolution. Aussi embryonnaires soient-elles, ces manifestations confirment les perspectives qui ont amené le CCI à se constituer en organisation internationale.

S'engager dans une telle voie n'était pas facile. Dans le passé, les organisations internationales du prolétariat ont été essentiellement le produit de groupes nationaux pré-existants dans une époque où la classe ouvrière était constituée dans ses propres organisations. Les cinquante années de contre-révolution que le prolétariat a subies ont non seulement emporté tout ce qui restait des organisations de classe, mais ont même balayé de la tête des ouvriers les principes les plus élémentaires de la lutte du prolétariat. Cependant, parce que nous étions convaincus que les tâches des révolutionnaires ne pouvaient être assumées qu'au sein d'une organisation internationale unie, malgré nos faibles forces et malgré les difficultés, c'est cette voie que nous avons suivie.

Les travaux du Second Congrès ont pleinement confirmé que cette décision était loin d'être une aventure stérile et que notre organisation internationale constituait le cadre adéquat pour l'accomplissement de nos responsabilités au sein de la classe ouvrière.

Le Congrès a constaté que tant sur le plan de la discussion et de l'élaboration théorique qui s'est effectuée et enrichie dans toute l'organisation de Naples à Toronto et de Kassel à Caracas pendant toute l'année, que sur celui des publications, de la diffusion, de la prise de contacts internationaux, le CCI avait réussi à remplir les tâches qui reviennent aux révolutionnaires.

Au Congrès du CCI participaient des délégations d'Espagne, d'Italie, de France, de Belgique, d'Allemagne, de Hollande, des Etats-Unis, du Canada, de Grande-Bretagne et du Venezuela. Le Congrès a constaté que l'activité internationale du CCI avait permis d'intégrer un nombre croissant de militants dans les sections déjà existantes, le renforcement ou la création de sections en Espagne et en Italie, la formation de noyaux du CCI en Allemagne, aux Pays Bas et au Canada. Le Congrès a mis en évidence l'accroissement de l'intervention et de la diffusion des idées révolutionnaires au sein de la classe ouvrière internationale et en particulier le développement international de la presse du CCI - outil fondamental de notre intervention.

Le Congrès a centré ses discussions sur trois thèmes principaux (1) :

- la situation internationale, tentant de dégager le moment où l'on est arrivé de la crise du système et les perspectives d'évolution.
- l'Etat dans la période de transition, en cherchant à tirer des expériences du prolétariat les leçons qui permettront au mouvement futur d'éviter les écueils et les erreurs du passé.
- les groupes confus et le milieu politique dans lequel se développe la prise de conscience de la classe ouvrière. Tentant de comprendre comment surgissent ou évoluent les groupes au sein de la

classe ouvrière, le CCI a cherché à déterminer son attitude à l'égard de ce milieu : comment faire fructifier les efforts de prise de conscience de la classe tout en se gardant toujours des deux écueils que constituent l'opportunisme sans principes et le sectarisme.

Il faut signaler enfin que des camarades du PCI (Battaglia Comunista) ont assisté aux travaux du Congrès. Nous avons toujours défendu l'importance de la discussion ouverte et de l'approfondissement à travers la confrontation des idées, à l'image de la vie de la classe ouvrière elle-même. En ce sens, nous pensons qu'il est très positif pour la classe dans son ensemble qu'un groupe comme Battaglia ait pu participer au travail du CCI pendant son Congrès.

Le Second Congrès du CCI a montré, nous en sommes convaincus, la justesse de la voie dans laquelle nous nous sommes engagés. Il n'a pu que nous renforcer dans notre volonté d'aller de l'avant car si nous avons d'énormes faiblesses, si le chemin qui se profile devant nous est long et difficile et pavé de dangers, immense est la tâche qui va revenir au prolétariat pour renverser l'ordre capitaliste et transformer le monde. Et "la révolution exige que le prolétariat prenne en main les grandes questions de la révolution sociale, les décisions les plus difficiles, qu'il entre tout entier dans le mouvement créateur. Et cela est impossible si d'abord l'avant-garde puis des masses toujours plus larges ne prennent pas les choses en main, ne se considèrent pas comme responsables, ne se mettent pas à chercher, à faire de la propagande, à lutter, à essayer, à penser, à peser, à oser et à exécuter jusqu'au bout". (A.Pannekoek)

T1) Tous les textes du Congrès seront publiés dans la Revue Internationale N° 11 - A paraître en Septembre.

VIE DE L'ORGANISATION PUBLICATIONS du C.C.I.

Accion Proletaria (Espagne)

Ecrire à l'adresse de RI.

Internacionalismo (Venezuela)

Ecrire à l'adresse de RI

Internationalism

PO Box 961
Manhattanville Station
365, West 125 St.
New York, N.Y. 10027 (USA)

PO Box 328
Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

Internationalisme (Belgique)

BP 2
Etterbeck 4
1040 Bruxelles

Adresse aux Pays-Bas :

IKS
Postbus 452
Nijmegen (Pays-Bas)

Rivoluzione Internazionale (Italie)

CP 469
80100 Napoli

World Revolution (G.B.)

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6XX

Adresse en Allemagne :

IKS C/o ABC Buchladen
Goethestrasse 77
3500 KASSEL

Revue Internationale

DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL :

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés : 12 numéros du Journal et 4 numéros de la Revue Internationale.

France	Etranger	Par avion
40 F	60 F	80 F

Abonnements simples : 12 numéros de RI seulement.

France	Etranger	Par avion
20 F	30 F	40 F

Abonnements et versements à :
C. Giné CCP La Source 34 195 33

réunions publiques

Révolution Internationale ne tiendra pas de réunions publiques ni de permanences pendant le mois d'août. Les thèmes, dates et lieux des réunions publiques et permanences seront publiés dans le journal du mois de septembre.

D'ores et déjà, nous pouvons indiquer les réunions publiques de :
- PARIS : Samedi 17 septembre, à 17 heures, 27 avenue de Choisy, 1er étage, thème non encore choisi.
- BORDEAUX : Vendredi 23 septembre, à 21 heures, Café Victor Hugo, Cours Victor Hugo, sur le thème : "Luttes parcelaires (écologie, féminisme, régionalisme) ou lutte de classe".

Les permanences de :
- PARIS : Tous les samedis à partir du 10 septembre, à 16 heures, 27 avenue de Choisy, 1er étage.
- BORDEAUX : Mercredi 14 septembre, de 17 à 19 heures et samedi 1er octobre de 14 à 17 heures, Librairie 33, rue St James.

A PROPOS DES "GROUPES OUVRIERS"

La première partie de cet article (RI n°39) était constituée d'un document émanant du "groupe ouvrier autonome de Clermont-Fd. intitulé "plateforme minimale pour l'autonomie ouvrière" et du début d'une critique de ce texte. Celle-ci portait sur un certain nombre de formulations erronées ou ambiguës concernant la nature présente des syndicats et des partis de gauche. En effet, si le texte est particulièrement clair sur la nature bourgeoise de ces organismes, il introduit une confusion en les considérant comme "réformistes". La critique essayait de démontrer qu'un tel terme s'appliquait à certaines organisations ouvrières du siècle dernier ne saurait convenir aux organisations bourgeoises à langage ouvrier d'aujourd'hui. Nous poursuivons ici la critique de ce document, en abordant le sujet qui en constitue l'axe : la signification et la fonction des groupes et cercles ouvriers de discussion qui surgissent dans la classe à l'heure actuelle.

les organisations de la classe ouvrière

Pour les communistes, il est acquis depuis longtemps que les armes fondamentales du prolétariat dans sa lutte contre le capitalisme sont sa conscience et son organisation. Nous ne reviendrons pas ici sur les causes de cette caractéristique de la lutte prolétarienne, ni sur la façon dont elle s'est manifestée aux différentes étapes de celle-ci (voir résolution sur l'organisation dans RI n° 17 et article sur les statuts du CCI dans la Revue Internationale n°5). Ce qu'il est indispensable de faire apparaître, c'est que, dans l'affrontement décisif contre le capital, la classe ouvrière se dote, comme traduction de cette double nécessité, d'une part, d'une organisation générale et unitaire, les Conseils Ouvriers et, d'autre part, d'organisations politiques, les partis prolétariens, regroupant les éléments les plus avancés de la classe et dont la tâche est de généraliser et approfondir le processus de prise de conscience dont ils sont une expression.

Démentant les conceptions de l'Internationale Communiste, l'histoire de ce dernier demi-siècle a démontré qu'il ne pouvait exister pour la classe d'autres formes d'organisation que celles qui viennent d'être définies. Les syndicats, dont l'IC voulait faire des "courroies de transmission" entre le parti et la classe, se sont confirmés comme courroies de transmission entre l'Etat capitaliste et le milieu ouvrier. Les Unions Ouvrières, opposées par la Gauche Communiste d'Allemagne aux syndicats, se sont révélées comme des formes renouvelées... de syndicats. En effet, de tels organismes, se proposant de rassembler tous les ouvriers, membres ou non du parti, sur la base du rejet des syndicats et de la reconnaissance de la nécessité de la dictature du prolétariat, n'ont pu remplir ni la tâche d'un parti, compte tenu de leur hétérogénéité ni celle de l'organisation générale dans la mesure où ils excluaient les travailleurs en désaccord avec ces positions. Et, si de tels organismes bâtards ont pu connaître un semblant de vie dans les moments de lutte intense au début des années 20, le reflux des luttes les a confrontés à l'alternative : disparaître ou suivre le chemin des syndicats, c'est-à-dire baser leur existence permanente sur la conquête de revendications ; l'intégration dans les structures étatiques devait suivre nécessairement. Et le fait qu'ils fussent organisés par usines et non par métiers ou branches d'industrie n'y changeait rien.

Les leçons d'un demi-siècle d'expériences depuis la vague révolutionnaire des années 17-23 sont claires :

- 1) l'organisation unitaire de la classe ne peut exister de façon permanente (conseils ouvriers) qu'au moment des luttes révolutionnaires. Elle regroupe alors l'ensemble des travailleurs et constitue l'organe de la prise de pouvoir par le prolétariat. En dehors de telles périodes, dans ses différentes luttes de résistance contre l'exploitation, les organes unitaires que se donne la classe, les comités de grève basés sur les assemblées générales, ne peuvent exister qu'au moment des luttes elles-mêmes et doivent se dissoudre après celles-ci sous peine de se transformer en nouveaux syndicats.
- 2) les organisations politiques de la classe peuvent, comme expression d'un effort constant de celle-ci vers sa prise de conscience, exister dans les différentes phases de la lutte. Dans les périodes de lutte intense, elles ont un impact direct sur celle-ci : on peut alors parler de partis. Dans les périodes de reflux, elles ne peuvent plus prétendre avoir un tel impact et leur tâche essentielle consiste dans une préparation théorique et organisationnelle du futur parti qui ressurgira nécessairement lors de la reprise prolétarienne. Mais, dans un cas comme dans l'autre, et quelles que soient les tâches immédiates de tels organismes, leur base d'existence est nécessairement un programme élaboré et cohérent, fruit de l'ensemble de l'expérience de la classe et qui ne saurait être constitué d'une quelconque "plate-forme minimum" ni d'un ramassis éclectique de points d'accord. L'histoire, particulièrement celle de l'"Opposition de Gauche" regroupée autour de Trotsky sur des bases floues et volontaristes a montré de façon indiscutable que de tels regroupements sans principes sont toujours un facteur de confusion et non de prise de conscience, quand ils ne passent pas simplement à l'ennemi de classe lors des épreuves décisives (cas du trotskysme lors de la 2^{de} guerre mondiale).

ce que les cercles ouvriers ne sont pas

Différents à la fois des organisations unitaires et des organisations politiques, on voit aujourd'hui surgir des groupements rassemblant un certain nombre de travailleurs sur la base d'un rejet des syndicats, de la gauche ; et animés de la volonté d'impulser la lutte prolétarienne. De tels organismes ont des origines et revêtent des formes mul-

tiples que nous ne pouvons analyser ici. Mais le "groupe ouvrier autonome de Clermont-Fd" en constitue un bon exemple puisque, par certains côtés, il a atteint un niveau élevé de clarté, et que, par d'autres, il souffre de certaines confusions communes à ces différents groupes et qu'on peut résumer ainsi : l'idée qu'ils sont des ébauches soit de l'organisation générale de la classe, soit d'une organisation politique ou qu'ils constituent une sorte d'intermédiaire entre ces deux types d'organes.

En effet, ce "groupe", s'il affirme : "Nous ne sommes pas le noyau des futurs conseils ouvriers, ni l'embryon d'un futur parti", démontre qu'il ne s'est pas entièrement dégagé d'une telle conception en écrivant : "...l'expérience a montré que les syndicats utilisent systématiquement leur pouvoir pour isoler et diviser les luttes... Il est donc fondamental que le groupe autonome ouvrier développe tous les liens possibles avec d'autres groupes autonomes ou comités d'usine et assure, le jour de la lutte, des liaisons". Dans cet extrait, le G.O.A.C. se place clairement sur le même plan que les comités d'usine élus par les assemblées générales lors des luttes et se propose les mêmes tâches : généraliser et coordonner les combats de la classe. Constatant que les syndicats ne font pas et empêchent un tel travail, il se propose donc de constituer un organisme permanent (les comités d'usine étant eux constitués pour la durée des luttes) qui se chargerait de l'assumer. Qu'il le veuille ou non, il s'agit là d'une nouvelle forme de syndicat...

On lit également : "...c'est pour, quoi nous devons (les groupes ouvriers) regrouper nos forces à l'échelle de la classe ouvrière, c'est-à-dire mondiale..." Là encore, malgré ses dénégations, le G.O.A.C. se donne des tâches qui ne peuvent être les siennes. Ou bien il considère que l'organisation internationale des groupes ouvriers devra prélever à l'organisation générale de la classe à cette échelle, et il rejoint la vision anarcho-syndicaliste qui veut "préfabriquer" ce qui surgira spontanément des assemblées ouvrières. Ou bien, c'est en vue de constituer une organisation politique à l'échelle de la classe qu'il estime nécessaire que les groupes ouvriers regroupent leurs forces. Dans la mesure où le texte s'intitule "plateforme" et qu'il fixe comme autres tâches la réappropriation des "acquis des luttes du passé" et la discussion sur "la crise du capitalisme, la dictature... du prolétariat, ... la période de transition",

Le 21 juillet, de source égyptienne, les troupes libyennes attaquaient Soloum ; de source libyenne, seule l'Egypte était à l'origine des combats... Au moment même où Carter et Begin discutent des termes d'un éventuel accord de paix au Moyen-Orient, les escarmouches de frontières entre l'Egypte et la Libye viennent confirmer une fois de plus qu'il ne saurait être question de paix, même locale, à l'heure actuelle.

Ce conflit se situe à la confluence de deux champs d'affrontements inter-impérialistes : l'Afrique et le Moyen-Orient.

Déjà, l'Egypte avait soutenu le gouvernement du Zaïre, celui du Tchad contre la rébellion toubou soutenue, elle, par la Libye ; comme la Syrie, la Libye ne peut accepter le plan Begin, alors que l'Egypte peut en espérer une part de Sinaï.

Après la guerre du Liban, ce conflit entre deux pays arabes est une fois de plus la preuve que les grands projets d'unification d'un "monde arabe" conçus dès 71-72 entre la Syrie, l'Egypte et la Libye n'ont été qu'une aberration.

En effet, parler d'unification entre nations, au nom du "panarabisme" ou d'autre chose, à l'heure où justement, la concurrence entre nations les divise de plus en plus, c'est vouloir entretenir un mythe d'autant moins crédible que les pays arabes sont parmi les plus faibles, donc les plus instables dans leur rattachement même à un bloc impérialiste ou à un autre.

Médiateur entre l'Egypte et la Libye, Arafat se présente comme l'image dérisoire des possibilités de paix et des possibilités de stabilisation au Moyen-Orient ; médiateur chef d'un Etat fantôme, Arafat se pose entre deux blocs impérialistes, l'URSS et les USA, qui sont eux-mêmes les instruments d'un processus vers la guerre qu'ils ne peuvent contrôler, et encore moins diriger. Le prolétariat, seule classe à avoir encore des intérêts historiques, peut seul agir contre ce processus.

N. M.

il semble montrer que c'est de cette deuxième forme d'organisation qu'il s'agit. Et, là encore, il tombe dans l'erreur de vouloir constituer une organisation politique qui n'ose dire son nom, basée sur un programme flou et incomplet (puisque "minimum"), ce dont nous avons déjà signalé les dangers.

Il s'avère donc que la tentative de ce "groupe ouvrier" de se définir le conduit, aussi clair qu'il puisse être par ailleurs, à se donner des tâches qui ne peuvent être les siennes.

oOo

Nous verrons dans la partie suivante de cet article comment un tel type d'erreur est en fait inhérent à ce genre de groupements. Nous y analyserons la signification du surgissement de ce type d'organes et la tâche des révolutionnaires à leur égard.

C. G.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nation-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.